

ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᑎᑦ ᐃᓯᐱᑦᑕᑦᐃᑦᐃᑦᑕ ᑲᑎᐱᑦᑕᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

July 26, 2003

Mr. Eli Angiyou
P.O. Box
Akulivik, Qc.
J0M 1V0

Dear Eli,

The Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) was pleased to hold their 96th official meeting in Akulivik from July 08 to July 10, 2003. On behalf of KEAC, I would like to thank you for your kindness and your hospitality. We had a very successful meeting. Everyone really appreciated your support and enjoyed being in your community.

Regards,

originale signée

Nathalie Girard
KEAC Executive secretary



ᑲᑎᐱᑦ ᓄᓇᑭᑦ ᐃᑭᑭᑦᑲᑦᑲᑦᑲᑦ ᑲᑎᑭᑦᑲᑦᑲᑦ
COMITÉ CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK
KATIVIK ENVIRONMENTAL ADVISORY COMMITTEE

July 26, 2003

Mr. Eli Aullaluk
Mayor of northern village of Akulivik
P.O. Box 61
Akulivik, Qc.
J0M 1V0

Dear Mr. Aullaluk,

The Kativik Environmental Advisory Committee (KEAC) was pleased to hold their 96th official meeting in Akulivik from July 08 to July 10, 2003. On behalf of KEAC, I would like to thank you for your kindness and your hospitality. We had a very successful meeting. Everyone really appreciated your support and enjoyed being in your community.

Regards,

Nathalie Girard

Nathalie Girard
KEAC Executive secretary





Canadian Environmental
Assessment Agency

President

Fontaine Building
Hull, Quebec
K1A 0H3

Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Président

Édifice Fontaine
Hull (Québec)
K1A 0H3

RECU
22 juillet 03

JUL 17 2003

Mr. Mauro Perotto, P. Eng.
Regional Environment Specialist
Eastern Region
NAV CANADA
1601 Tom Roberts Avenue
Gloucester ON K1V 1E5

Dear Mr. Perotto:

Thank you for your letter of June 2, 2003, concerning the project to install an air navigation aid system in the village of Inukjuak. Pursuant to Section 23 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA), I wish to inform you of my decision not to submit your project to the environmental and social assessment process of the JBNQA.

After reviewing the information available, I understand that your project involves equipment to be used for telecommunications which will be located within the limits of the community and will not directly affect the wildlife resources outside these limits. Therefore, as described in Schedule II of Section 23 of the JBNQA, the project is exempt from the requirement for an impact assessment.

Yours sincerely,

Sid Gershberg
Federal Administrator
James Bay and Northern Quebec
Agreement

c.c.: Ms. Madeleine Paulin, Provincial Administrator
Mr. Johnny Ned Adams, Chairman, Kativik Regional Government
Ms. Nathalie Girard, Executive Secretary, Kativik Environmental Advisory Committee
Mr. Eric Giroux, Canadian Environmental Assessment Agency

Canada

Printed on recycled paper
Imprimé sur du papier recyclé





Relevé de compte du 16 juillet 2003

Numéro d'entreprise 86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur COMITE CONSULTATIF DE

032211

Soldes sur le dernier relevé de compte		Nouveaux soldes	
Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû	Montant payé pour 2003	Montant cotisé dû
3 960,22Ct	0,00	4 680,26Ct	0,00

EXPLICATIONS DES CHANGEMENTS

Date	Description	Montant
15 juil	Paielement juin 2003	720,04Ct

REÇU 22 juillet 2003

Changements aux pénalités pour versement en retard

À compter du mois de juillet 2003, la pénalité courante de 10% pour les versements tardifs changera à un mécanisme de pénalités progressives. Ce nouveau mécanisme avantagera les employeurs qui s'efforcent de verser à la date prévue mais qui accusent un délai de quelques jours seulement. Les pénalités sont de 3% pour les versements qui sont en retard de 3 jours ou moins, de 5% pour les versements qui sont en retard de 4 ou 5 jours, de 7% pour les versements qui sont en retard de 6 ou 7 jours et de 10% pour les versements qui sont en retard de 8 jours ou plus. Il n'y aura aucun changement aux pénalités pour les défauts de versements et pour les défauts de déduire. Les employeurs qui ne font pas leurs remises ou leurs versements de la manière et dans le délai prévus continueront d'être assujettis à une pénalité de 10% ou encore de 20% si le défaut a été commis sciemment ou dans des circonstances équivalant à faute lourde.

VERSEMENTS TRIMESTRIELS - Les employeurs qui demeureront admissibles d'une année à l'autre NE SERONT PLUS avisés par lettre. Si vous avez actuellement le droit de faire des versements trimestriels et qu'on ne vous avise pas du contraire, vous pouvez continuer de le faire.

Nous vous remercions de votre versement.

Alan Nymark
Commissaire des douanes et du revenu

Cotisations au RPC	Cotisations d'assurance-emploi	Retenues d'impôt	Paielement courant	Rémunération brute	Nbre d'employés pour la dernière période
--------------------	--------------------------------	------------------	--------------------	--------------------	--

PD7A F (03) Détachez et retournez la partie ci-dessous avec votre paiement.

Agence des douanes et du revenu du Canada Canada Customs and Revenue Agency BON DE VERSEMENT DE RETENUES À LA SOURCE COURANTES PD7A F (03)

JONQUIÈRE QC G7S 5J1

Numéro d'entreprise

6 86226 5048 RP0001

N'inscrivez rien ici

Rémunération brute pour la période de versement (en dollars)

0 0

COMITE CONSULTATIF DE L'ENVIRONNEMENT KATIVIK (CEEK) C.P. 930 KUUJJUAQ QC J0M 1C0

Nombre d'employés pour la dernière période de paie

Fin de la période pour laquelle les montants ont été retenus. Année Mois

Montant du paiement

[Empty box for payment amount]



Numéro d'entreprise
86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur
COMITE CONSULTATIF DE

Utilisez le bon de versement pour votre prochain versement ou veuillez expliquer à la fin de ce formulaire pourquoi vous ne faites aucun versement.

Pour obtenir des renseignements généraux concernant cet avis, téléphonez au 1-800-959-7775.

Vous devrez payer des frais si votre paiement est refusé.

NE PAS agraffer, utiliser de trombone ou de ruban adhésif, plier le formulaire ou le chèque.

NE PAS envoyer de l'argent comptant.

Timbre du caissier

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA
CENTRE DE TECHNOLOGIE
875 CH HERON
OTTAWA ON K1A 1B1

INSCRIPTIONS COMPTABLES - EXPLICATIONS

MONTANT PAYÉ : paiements de cotisations au Régime de pensions du Canada (RPC), de cotisations d'assurance-emploi (AE) et d'impôt (après rajustement) pour l'année indiquée.

032212

MONTANT DÛ : montant non payé de cotisations au Régime de pensions du Canada, de cotisations d'assurance-emploi et d'impôt, plus montants établis de pénalités et d'intérêts en souffrance.

RÉMUNÉRATION BRUTE POUR LA PÉRIODE DE VERSEMENT (en dollars seulement) : toute la rémunération avant les retenues. La rémunération comprend les salaires réguliers, les commissions, les paiements d'heures supplémentaires et les congés payés, les avantages et les allocations imposables, les paiements à la pièce, ainsi que les paiements spéciaux, c.-à-d. le total mensuel qui paraîtrait dans la case 14, «revenus d'emploi», d'un feuillet T4. Pour les auteurs de versement trimestriel, c'est le total de ces montants pour le dernier mois du trimestre.

NOMBRE D'EMPLOYÉS POUR LA DERNIÈRE PÉRIODE DE PAIE : toute personne rémunérée pour la dernière période de paie du mois ou trimestre. Ce nombre comprend tous les employés à temps partiel, les employés temporaires, les employés absents avec paie, etc. pour qui vous êtes tenu de remplir un feuillet T4. Ce nombre ne comprend pas les personnes pour lesquelles vous n'êtes pas tenu de remplir un feuillet T4, c.-à-d. les employés occasionnels, ainsi que les personnes qui n'ont pas été rémunérées pour la dernière période de paie du mois ou trimestre, telles que les employés en congé non payé.

MODALITÉS DE PAIEMENTS

- Visitez notre site Web à www.ccra-adrc.gc.ca/paiementselectroniques pour savoir comment payer par téléphone ou par service bancaire internet, ou communiquez avec votre institution financière pour voir si elle offre ces services.
- Faites votre paiement sans frais à votre institution financière au Canada, en présentant ce formulaire au caissier.
- Retournez la pièce de versement avec votre chèque ou mandat, payable au receveur général à l'adresse indiquée ci-dessous. Inscrivez votre numéro d'entreprise au verso de votre chèque ou mandat.

Si vous faites votre paiement à un guichet automatique bancaire, vérifiez auprès de votre institution financière afin de vous assurer que votre paiement soit traité et crédité au compte du receveur général pour la date limite.

Les retenues prélevées pendant le mois ou trimestre doivent être reçues au Ministère le 15 du mois suivant. La date de réception est la date à laquelle le versement est remis au receveur général (c.-à-d., remis à un bureau des services fiscaux, un centre fiscal ou un établissement financier), et non la date de la mise à la poste. Les employeurs ne doivent pas oublier d'inclure leur part obligatoire des cotisations au RPC et à l'AE lorsqu'ils versent les retenues de leurs employés.

Le Ministère imposera des pénalités pour versement tardif ou insuffisant sur les retards et les insuffisances de plus de 500 \$. Le minimum ne s'appliquera pas si le défaut est commis sciemment ou dans des circonstances équivalent à une faute lourde.

S'il y a eu changement de nom ou d'adresse pendant le mois ou trimestre, veuillez remplir la section du changement de nom ou d'adresse de l'enveloppe qui contient votre relevé et la retourner avec le bon de versement.

RENSEIGNEMENTS

Si vous désirez de l'information supplémentaire ou de l'aide concernant l'établissement du formulaire ou l'utilisation des tables de retenues sur la paie, communiquez avec votre bureau des services fiscaux. Le numéro de téléphone figure au recto du présent formulaire. Veuillez indiquer votre numéro d'entreprise dans toute communication.



Agence des douanes et du revenu du Canada Canada Customs and Revenue Agency

Numéro d'entreprise : 86226 5048 RP0001

Nom de l'employeur : COMITE CONSULTATIF DE

Lorsque vous ne ferez pas de versement pendant le mois ou le trimestre, vous pourrez utiliser notre nouveau service de TéléAvis pour nous fournir une des explications ci-dessous. Composez le numéro sans frais suivant : 1 800 959-2256. Si vous utilisez le service TéléAvis, ne nous postez pas votre bon de versement; conservez-le plutôt dans vos dossiers. Si vous le préférez, vous pouvez toujours inscrire votre explication ci-dessous et la renvoyer à :

JONQUIÈRE QC G7S 5J1

Abandon définitif des activités
Si vous avez cessé d'exploiter votre entreprise définitivement ou si vous l'avez vendue, vous devez produire une déclaration de renseignements de type T4 dans les 30 jours qui suivent la date de cessation des activités.

Date de cessation ▶

Année	Mois	Jour

Aucun employé assujéti aux retenues

Cessation temporaire des activités

Date à laquelle vous prévoyez avoir des employés assujettis aux retenues ▶

Année	Mois	Jour


Autre motif : _____

Employeur ou personne désignée (en majuscules)

Titre

Numéro de téléphone

Date

copie 28 juillet 2003 (KEAC)
JUL 22 2003 

Mr. Johnny Ned Adams
Chairman
Kativik Regional Government
C.P. 9
Kuujjuaq (Quebec) J0M 1C0

Dear Mr. Adams:

I have recently been informed of three projects related to airport improvements in Nunavik that are already under way (Kuujjuarapik) or will begin shortly but are not listed in Schedule I or Schedule II of Section 23 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA) (Kangirsuk and Puvirnituk). As these projects are of a federal nature, it is my responsibility to decide if these projects should be reviewed by COFEX-Nord, based on the recommendation of the Screening Committee.

As mentioned in Section 23.4.2, your organization and Canada shall each appoint two members to the Screening Committee. Moreover, according to Section 23.4.5, in the first year of the operations of the Screening Committee, the Chairman shall be appointed by the Regional Government.

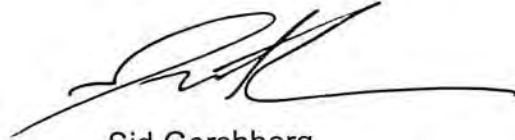
A current member of the Federal Review Panel North and an employee of the Quebec Regional Office of the Canadian Environmental Assessment Agency will soon be appointed as federal representatives on this Committee. I suggest that they meet with your representatives this month at the

.../2



location of your choice. Therefore, would you please identify your two representatives on the Screening Committee, including the Chairman, so I may be advised whether an assessment and review of any or all of these developments is required under Section 23 of the JBNQA.

Your sincerely,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Gershberg', with a long horizontal flourish extending to the right.

Sid Gershberg
Federal Administrator
James Bay and Northern Quebec
Agreement

c.c.: Mr. Denis Blais, Transport Quebec
Ms. Nathalie Girard, Kativik Environmental Advisory Committee
Ms. Madeleine Paulin, Provincial Administrator
Mr. Michael O'Neil, Kativik Environmental Advisory Committee



JBACE Newsletter No. 4

July 17, 2003

Draft regulation concerning environmental protection duties performed by wildlife conservation officers

Source: Gazette officielle du Québec

Date: July 16, 2003

The regulation would amend the *Regulation concerning the application of legislative provisions on environmental protection by wildlife conservation officers*¹. The latter would continue to ensure the compliance with certificates of authorization issued under Section 22 of the Environment Quality Act (EQA).

However, wildlife officers would no longer check on the emission of contaminants (Section 20 of EQA), neither on the compliance of quarries and sandpits with authorizations.

Extension of period for comments on Rules of procedure for consultations on draft protected areas

Source: BAPE web site

Date: July 10, 2003

¹ As I'm translating from French, this may not be the exact title of the Regulation.

As the summer is not auspicious for comments on the draft regulation, the deadline for comments is set at Sept. 30, 2003.

Vincent Gérardin, from Québec's Ministry of Environment (MENV), pointed out that the draft protected areas on the JBNQA's territory would be subject to the environmental and social impact assessment and review procedures of Section 22 & 23.

Decree concerning lands reserved for the State for the purpose of protected areas: Muskuchii and Western Rupert Bay (rectification)

Source: Gazette officielle du Québec, Vol. 135, No. 27

Date : July 2, 2003

Contrarily to what I mentioned in the previous Newsletter, the title of «state reserve» does not convey any environmental protection status, although the Minister of Natural Resources may impose specific conditions for mining activities.

If mining exploration gives no result, MENV's *Direction du patrimoine*

écologique would like to see those territories transferred to the draft protected areas of Muskuchii and Ministikawatin.

Amendment to the Pulp and Paper Effluent Regulations (PPER)

Source: Canada Gazette, Part I

Date: June 28, 2003

The aim of the amendment is to simplify the application of the two current regulations by merging them. The draft regulations establish, among other things, the maximum quantity of total suspended solids resulting from pulp and paper manufacturing operations. Also, provincial officials acting as authorization agents must consult the federal Department of the Environment prior to issuing authorizations.

Standing Committee's Report: «Beyond Bill C-9: Toward a New Vision for Environment Assessment»

Source: Canadian Parliament web site

Date: June 2003

Following the adoption of Bill C-9 amending the Canadian Environmental Assessment Act (CEAA), the House of Commons' Standing Committee on Environment and Sustainable Development makes recommendations for consideration before the next CEAA review in 2010.

The Committee regrets the the CEAA's five-year review, in 2000, was cut short: it believes the changes brought about by C-9 do not address CEAA's

shortcomings, namely the lack of public input and the departments' «self-evaluation» process.

The Committee calls upon the Canadian Environmental Assessment Agency to cooperate with its aboriginal advisory committee in order to review the interaction between CEAA and environmental assessment regimes of aboriginal institutions.

Bloc Québécois' position on «Beyond C-9»

Source: Canadian Parliament web site

Date: June 2003

Bloc Québécois MPs expressed their dissent concerning the report's conclusions. They demand that all development projects in Québec be assessed by the procedures set forth in the Environment Quality Act (EQA), thereby excluding CEAA. The Bloc supports the Grand Council of Crees in its claim that James Bay, as part of the JBNQA's territory, should be exempt from CEAA's application.

Decree concerning an agreement between the governments of Québec and Ontario concerning cross-border environmental impacts

Source: Gazette officielle du Québec

Date: July 16, 2003

The new agreement replaces the environmental cooperation agreement signed by both governments in 1988.

Romeo Saganash's address to the Commonwealth Indigenous Peoples' Summit

Source: Grand Council of Crees web site

Date: June 25, 2003

As spokesperson for the GCC, Romeo Saganash reported on the puzzling implementation of the JBNQA and singled out the historic achievements of the Cree-Québec Agreement (Feb. 2002). He invited the Canadian government to give up its policy concerning the extinguishment of aboriginal rights and to deal with the aboriginal peoples on a nation-to-nation basis.

150 Crees to study at Rouyn-Noranda's Centre Polymétier

Source: The Nation

Date: June 27, 2003

The Rouyn-Noranda and Cree school boards agreed on the enrollment of 150 Crees in the electrotechnical program of Rouyn-Noranda's Centre Polymétier in the fall of 2003.

18.3 million(\$) for Vocational Training Center in Waswanipi

Source: Eeyou Eenou (GCC Journal)

Date : Spring 2003

Québec Ministry of Education allocates 18.3 million for the construction of the

Center and residences, as well as the purchase of equipment.

Programs intended for secondary students and adults include cooking, carpentry, equipment mechanics, fitting and welding, building maintenance, landscaping, accounting, secretarial and entrepreneurial skills. The Center is set to open in December 2004.

41 Crees obtain their Bachelor's in social work at Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT)

Source: The Nation

Date : July 11, 2003

The Cree Board of Health and UQAT have set up a social work program adapted for the Cree communities. 41 Cree students graduated from the program in June 2003.

Decree on Hydro-Québec's bylaw authorizing an increase in medium term borrowing to 8 billion(\$)

Source: Gazette officielle du Québec

Date : July 9, 2003

The government of Québec approved Hydro-Québec's bylaw no 706 authorizing, as part of a medium term borrowing program, the sale of 8 billion(\$) worth in loan notes. The previous ceiling was 7 billion.



Canadian Environmental
Assessment Agency

President

Fontaine Building
Hull, Quebec
K1A 0H3

Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Président

Édifice Fontaine
Hull (Québec)
K1A 0H3

RECU
15 juillet 03

JUL 08 2003

Mr. Michael Barrett
President
Kativik Environmental Advisory Committee
P.O. Box 930
Kuujuuaq QC J0M 1C0

Dear Mr. Barrett:

In response to your letter of April 16, 2003, I support your proposed review of Schedules I and II, under Sections 23.3.12 and 23.3.13 of the *James Bay and Northern Quebec Agreement* (JBNQA). It is also my understanding that the meeting between Mr. Eric Giroux, from the Agency's Quebec Regional Office, and your consultant, allowed you to gather pertinent information regarding your work.

In your letter, you also made reference to the Screening Committee referred to in Section 23 of the JBNQA. To date, this Committee has never been activated for the reason that as Federal Administrator, neither I nor my predecessors have been referred projects that would have had to be screened by the Committee pursuant to section 23.4.3. Few projects have been referred to the Federal Administrator, pursuant to Section 23, since the signature of the JBNQA and none have fallen within the grey area between Schedules I and II. Except for the projects undertaken as part of the current Nunavik Marine Infrastructure Program, which have been undertaken since 1999, only six other projects have been officially referred to the Federal Administrator. These were either projects included in Schedule I of Section 23, which were automatically subject to the social and environmental evaluation regime required, or projects which comply with the requirements of paragraph (a) of Schedule II and therefore, were not subject to the requirements of Section 23.

Should you require additional information concerning these projects, I suggest you contact Mr. Giroux.

I hope information provided here will be helpful to you.

Yours sincerely,

Sid Gershberg

Canada

Printed on recycled paper
Imprimé sur du papier recyclé



Nathalie Girard

De : Marc Jetten
Répondre à : Marc Jetten
Envoyé : Jeudi 10 juillet 2003 17:50
À : Nathalie Girard
Objet : Bulletin, site Internet et salaire



JBACE Newsletter no 3.rtf



Bulletin du CCEBJ no 3.rtf

Bonjour Nathalie,

J'espère que tu maintiens la forme!

Il y a 3 points que je voulais aborder avec toi:

1e) Le Bulletin du CCEBJ: j'ai commencé à préparer, pour les membres, un survol des projets de loi, de règlement ou de développements reliés à l'environnement ou à la question autochtone. Je trouve que ça peut favoriser la coordination des interventions de nos comités. Si tu es intéressée, mon supérieur serait d'accord pour que je te fasse parvenir une copie, avec une condition: que tu me procures également, à l'occasion, des projets de loi, nouvelles ou commentaires pouvant intéresser le CCEBJ (comme tu avais fait concernant l'Arrêté levant l'interdiction sur l'exploration minière dans le secteur des Monts Otish). Comme ce n'est pas possible de tout couvrir, peut-être qu'on peut être plus efficace en se mettant à plusieurs.

2) Site Internet: le CCEBJ veut se doter d'un site Internet indépendant du MENV. Y a-t-il un intérêt pour une démarche similaire du côté du CCEK? Si oui, pourrions-nous faire affaire avec un fournisseur commun et, possiblement, économiser?

3) Salaire: le CCEBJ a décidé de bonifier la recommandation salariale du Comité administratif pour mon poste: mon salaire est porté à 43 500\$, avec mandat au Comité administratif d'élaborer une échelle salariale.

Marc Jetten
Secrétaire exécutif
Comité consultatif pour l'environnement de la baie James
383, rue Saint-Jacques
Bureau C-220, niveau mezzanine
Montréal (Qué.), H2Y 1N9
Tél.: (514) 286-4400
Fax: (514) 284-0039
Courriel: jetten@ccebj.ca



JBACE Newsletter No. 3

July 9, 2003

Rules of procedure for consultations on draft protected areas

Source: Gazette officielle du Québec, Vol. 135, No. 27

Date: July 2, 2003

The draft regulation proposes rules of procedure for BAPE («Bureau d'audiences publiques sur l'environnement») consultations on protected area projects. No mention is made of the JBNQA's evaluation procedure for protected areas in Northern Québec.

The public has 60 days to comment, after which the government can adopt the regulation.

Decree concerning lands reserved for the State for the purpose of protected areas: Muskuchii and Western Rupert Bay

Source: Gazette officielle du Québec, Vol. 135, No. 27

Date : July 2, 2003

Québec's Minister of Natural Resources adds new lands to the protected area projects of Muskuchii and

Ministikawatin. Any mining activity in those lands is subject to conditions determined by the Minister.

Ban on mining exploration or development on lands set aside for protected area projects (Erratum)

Source: Gazette officielle du Québec, vol. 135, No. 27

Date: July 2, 2003

The erratum contains maps of protected area projects that should have been included in the April 10, 2003 decree (Gazette no 17).

The territories reserved for the North Harricana and Missisicabi protected areas apparently have slight changes compared to the maps provided in March 2003.

Evaluating Committee's consultation on the directive for Eastmain 1-A/Rupert project

Source: Québec's Ministry of Environment (MENV) web site

Date: June 27, 2003

The transcription of all interventions made during the Evaluating Committee's consultation on the preliminary directive for EM 1-A/Rupert is available. The Committee went to 6 communities. The public had until July 8 to comment on the directives.

Contaminated sites report – 2001

Source: MENV web site

Date: June 26, 2003

The system for management of contaminated lands («Gestion des terrains contaminés» - GTC) will replace the existing GERLED database. The GTC system has 5125 sites on record in Québec, excluding mine tailing confinement areas. These will eventually be listed in a distinct database.

2.7 million dollars for forestry programs in Northern Québec

Source: Québec's Ministry of Natural Resources web site

Date: June 16, 2003

Pierre Corbeil, deputy minister for Forests, Parks and Wildlife, has set aside 2.7 million dollars for the Forest Resources Development Program in Northern Québec («Programme de mise

en valeur des ressources du milieu forestier» - PMVRMP).

Regulations Amending the Migratory Birds Regulations

Source: Canada Gazette, Part II, Vol. 137, No. 14

Date: July 2, 2003

The regulations set dates for the annual wildfowl hunt, in each district, and limits for daily bags. The changes take into account, among other things, the overabundance of snow geese.

Order adding ozone and precursors to Toxic Substances List

Source: Canada Gazette, Part II, Vol. 137, No. 14

Date: July 2, 2003

Ozone (O₃) and its precursors are now listed as toxic substances in Schedule 1 of the *Canadian Environmental Protection Act (CEPA)*. Ozone and its precursors are partly responsible for the increase in smog. Sulfur dioxide (SO₂), rejected by copper and zinc smelters and refineries, is one of the identified precursors.

When adding an item to the Toxic Substances List, the government commits to studying risk management strategies.

Hydro-Québec's (HQ) Sustainability Report (2002)

Source: HQ web site

Date: May 12, 2003

This environmental performance report presents the Environmental Management System HQ set up to match ISO 14001 standards. The System monitors actions of 79% of HQ employees: all those whose work is related to environment.

An Environment and Social Responsibility Committee, which reports directly to the Board of Directors, discusses environmental impacts of projects and monitoring. The Committee also ensures that HQ contributes significantly to the implementation of the Kyoto Accord in Québec.

Decree approving 3 billion dollar (US) loan by Hydro-Québec

Source: Gazette officielle du Québec, Vol. 135, No. 26

Date : June 25, 2003

Québec's Minister of Finance authorizes HQ to sell 3 billion dollars worth of loan notes in the United States. The government guarantees the loans (HQ had 13 billion dollars (CAN) in sales in 2002).

Decree concerning the signature of framework agreement concerning negotiations on the merger of institutions and the creation of a new form of government for Nunavik

Source: Gazette officielle du Québec, Vol. 135, No. 27

Date : July 2, 2003

As the framework agreement reaffirms Québec legislative competence and territorial integrity, the decree authorizes the Minister of Canadian Intergovernmental Affairs and Native Affairs to sign it. Other parties are the federal government and the Makivik Corporation.



FONDATION DE LA FAUNE DU QUÉBEC

Des habitats pour la faune
Sainte-Foy, Juillet 2003

À tous nos partenaires impliqués dans des projets qui visent à soutenir la biodiversité, à acquérir des connaissances sur les habitats ou à sensibiliser le public à l'importance des habitats

Objet : Mise à jour de trois programmes d'aide financière de la Fondation de la faune du Québec

Madame,
Monsieur,

L'organisme que vous dirigez a déjà réalisé un projet avec la collaboration de la Fondation de la faune du Québec pour soutenir la biodiversité du Québec, acquérir des connaissances sur les habitats ou sensibiliser nos concitoyens à l'importance des habitats.

Les programmes « Acquisition de connaissances » et « Formation et sensibilisation aux habitats » deviennent « Connaître nos habitats fauniques »

Veillez prendre note que le « Programme d'aide à l'acquisition de connaissances sur les habitats » a été fusionné avec le « Programme d'aide à la formation et à la sensibilisation aux habitats » pour devenir maintenant « Connaître nos habitats fauniques ». Ce nouveau programme vise autant l'acquisition que le transfert de connaissances et les critères d'admissibilité et de sélection ont été légèrement modifiés.

Le programme « Partenaire pour la biodiversité » devient « Faune en danger »

L'ancien programme « Partenaire pour la biodiversité », quant à lui, est remplacé par « Faune en danger » qui est maintenant strictement réservé à l'habitat des espèces en situation préoccupante.

Par ailleurs, les objectifs de ces programmes, les catégories de projets et les modalités générales d'inscription et d'évaluation n'ont pas changé.

Je vous invite à consulter notre site Internet www.fondationdelafaune.qc.ca pour obtenir le nouveau contenu des programmes ou à communiquer avec la Fondation pour obtenir plus de renseignements et vous rappelle que **la date limite pour présenter une demande à ces programmes est demeurée la même, soit le 10 janvier.**

Veillez recevoir, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

Le président-directeur général,

Bernard Beaudin
BB/lg

METTRE DS
JUILLET 2003.